

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2999 - JEUDI 24 AOÛT 2017

DÉCENTRALISATION

La bataille des mairies et conseils départementaux

Les conseils départementaux et municipaux tiennent simultanément ce 24 août leurs sessions inaugurales respectives dans tout le Congo. Moment important de la démocratie locale, ces assises ont pour principal enjeu l'élection des dirigeants des conseils départementaux et des maires des principales communes du pays.

À Brazzaville et Pointe-Noire, le départ des maires sortants, Hugues Ngoulondélé devenu ministre des Sports et Roland Bouiti Viaudo, le 2e vice-président de l'Assemblée nationale, garantit le suspense des votes qu'effectueront les élus locaux aujourd'hui.

Page 3



La mairie centrale de Brazzaville

PRÉVOYANCE SOCIALE

Le Fonds d'investissement africain table sur un capital d'environ 300 milliards FCFA



Le président de la commission de suivi de la Conférence interafricaine de la prévoyance sociale (Cipres), Cheikh Tidiane Tounkara l'a fait savoir au terme de la rencontre des directeurs généraux des Organismes de prévoyance sociale, hier à Brazzaville. Dans un premier temps, le capital du Fonds d'investissement africain (FIA) oscillera entre 200 et 300 milliards FCFA. Il permettra de rentabiliser davantage les réserves des organismes de sécurité sociale dans les Etats membres de la Cipres.

Page 4

MUSIQUE

Le groupe Kimbonguela souffle ses vingt bougies

Créé le 05 Août 1997 au quartier Sangolo OMS à Brazzaville, l'orchestre folklorique Kimbonguela se prépare à fêter ses deux décennies d'existence à une date qu'il reste à déterminer. Un spectacle de chants, de danses et de percussions sera présenté à cette occasion au Cercle culturel Sony Labou Tansi.

« Par des chants et des danses au son du tam-tam, nous allons présenter ce que nous savons de la grande richesse culturelle du Congo. Car, celle-ci n'est pas encore exploitée et nous voulons que l'on connaisse la valeur de la culture congolaise, localement et à l'international, tel est mon objectif », a promis le président du groupe, Ludovic Gervais Banzouzi.

Page 10

PÉTANQUE

Les Diables rouges affûtent leurs armes pour la CAN

Les Diables rouges participeront du 6 au 9 septembre à Tunis, en Tunisie, à la 6e édition du Championnat d'Afrique des nations de pétanque avec pour ambition de défendre leur titre aux tirs de précision, puis améliorer leur performance dans la triplette.

Page 11

DIVERSIFICATION
DE L'ÉCONOMIE

Les artisans en appellent à l'aide du PADE

Les transformateurs, coupeurs et scieurs du groupement d'intérêt économique de la chaîne de valeur « meubles en bois » mis en place par le Projet d'appui à la diversification de l'économie (PADE), sollicitent un appui financier de ce projet pour devenir plus compétitifs sur le marché. La doléance a été présentée au directeur du Fonds d'appui à coûts partagés, (unité opérationnelle du PADE), lors d'une mission de suivi-évaluation des activités financées par ce fonds, le 23 août à Brazzaville.

« Le Congo est un pays qui dispose d'un grand massif forestier. Malheureusement, 90% des meubles sont importés. Donc, dans le cadre de la diversification de l'économie, nous nous intéressons aux secteurs de la transformation du bois, en appuyant ces opérateurs afin qu'ils deviennent des PME performantes », a notamment réagi Sékou Camara, le responsable du Fonds à coûts partagés.

Page 3

NOUVEAU GOUVERNEMENT

35 ministres contre 38 dans l'équipe sortante

Page 16

ÉDITORIAL

En marche ...

Page 2

ÉDITORIAL

En marche ...

Le Premier ministre Clément Mouamba ayant choisi, après avoir été lui-même reconduit à la tête du gouvernement par le chef de l'Etat, de ne modifier qu'à la marge la composition de son équipe, la société civile congolaise ne peut que s'interroger sur l'ampleur des réformes qui marqueront les mois à venir. Comment, en effet, ce qui n'a pas été accompli hier pourrait l'être aujourd'hui alors que rien n'a véritablement changé au sommet de la gouvernance publique ?

Conclusion de cette question légitime que la volonté de rupture affichée par le président de la République au lendemain de son élection il y a un an et répétée avec force dans son Message à la Nation le 14 août ne se concrétisera pas serait cependant porter un jugement hasardeux sur les actions à venir. Pour au moins deux raisons que voici résumées en quelques mots :

1) La situation présente du Congo ne permet pas la passivité. Elle exige, bien au contraire, des actions immédiates et radicales qui mettront de l'ordre dans la gestion des affaires publiques, qui rassureront les citoyens congolais quelque peu enclins au défaitisme, qui convaincront les institutions internationales que notre pays va reprendre sa marche en avant. Pour dire les choses encore plus clairement nous n'avons pas d'autre voie possible à suivre que celle du changement.

2) Les personnalités qui composent le nouveau gouvernement n'ont peut-être pas fait preuve d'un grand dynamisme ces derniers mois, voire même ces dernières années mais elles ont au moins l'avantage d'être rompues aux règles contraignantes de la gestion publique. Ayant une parfaite connaissance de l'appareil d'Etat et des administrations qui le composent, elles ont la capacité d'agir. Il suffit donc de les mobiliser plus qu'elles ne le sont ou qu'elles ne l'ont été dans le passé.

Ce qui est certain, en tout cas, alors que le nouveau gouvernement prend ses marques, c'est qu'il n'a droit ni à l'erreur, ni à la passivité, ni même à la tranquillité. S'il ne se mobilise pas dès à présent pour répondre aux missions que lui a assignées le chef de l'Etat il ne fera pas « long feu », comme on dit en langue populaire. Mieux vaut pour lui s'en convaincre sans attendre.

Les Dépêches de Brazzaville

GOUVERNEMENT

Qui est le ministre Dieudonné Moyongo ?

Nommé par décret présidentiel 2017-376 du 22 août 2017, le nouveau ministre de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo, est administrateur en chef des SAF 12^e échelon

Né le 21 décembre 1958 à Dongou dans le département de la Likouala, Dieudonné Moyongo a fait ses études primaires à l'école de Dongou entre 1964-1971 ; les collèges Etienne Monga de Dongou de 1971-1973 et Edouard Ombeta de Makoua de 1973-1975, puis le lycée Lumumba de 1975-1978.

Après l'obtention du baccalauréat (A4) en 1978 au lycée Emery Patrice Lumumba de Brazzaville, il est recruté à la fonction publique, le 18 mars 1982. Une année après son intégration, il bénéficie d'une bourse en ex-Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) pour aller poursuivre ses études supérieures. C'est ainsi que de 1983-1984, il étudie la langue russe à l'université de Donetsk, puis de 1984-1988, il est admis à l'institut d'Etat de culture de Karkhov. Il rentre au pays avec le diplôme de Master en pédagogie (option bibliothéconomie et bibliographie).

Cadre de maison, Dieudonné Moyongo a occupé tour à tour les fonctions de :

directeur de la bibliothèque nationale du Congo ; directeur de la Banque internationale d'information sur les Etats francophones (organe de la Francophonie, section Congo) ; directeur par intérim du musée Marien-Ngouabi ; directeur général de la Culture et des arts ; coordonnateur national du Centre international des civilisations bantu (Ciciba) ; commissaire général du festival panafricain de musique (Fespam) ; conseiller aux arts figuratifs, Musées et expositions du ministère de la Culture et des arts ; directeur de cabinet par intérim du ministre de la Culture et des arts ; ambassadeur itinérant auprès du ministre des affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger.

Cet administrateur en chef des SAF de 12^e échelon a une riche expérience professionnelle. Il a participé à plusieurs rencontres internationales, parmi lesquelles : l'assemblée générale de la Fédération internationale des Bibliothèques (Madrid) ; l'atelier



Dieudonné Moyongo (DR)

sur la conservation des documents (Dakar) ; premier forum international des bibliothèques nationales des pays francophones sur le dépôt légal (Bordeaux) ; la formation sur la société de l'information (Tunis) ; le séminaire sur l'informatisation des bibliothèques (Rabat) ; le séminaire sur les publications en série et Isbn à Abidjan (Côte-d'Ivoire) ; la 31^{ème} session de l'assemblée générale de l'Unesco à Paris (France). L'actuel ministre de la Culture et des arts est chevalier dans l'ordre du mérite congolais en 2010 et officier dans l'ordre du mérite congolais en 2015. Il est marié, père de trois enfants.

Bruno Okokana

DÉPARTEMENT DU POOL

L'APC optimiste sur le dénouement de la crise

Dans une déclaration parvenue aux Dépêches de Brazzaville, le parti politique Action permanente pour le Congo (APC) que dirige Rodrigue Malanda-Samba se dit rassurant sur la fin de la crise prévalant dans le département du Pool.

« Le président de la République demeure constant dans son engagement à garantir la paix et la sécurité institutionnelle. C'est pour cela qu'il rassure la population du Pool que "la nuit ne dure jamais éternellement. Le soleil finit par se lever" », indique l'APC.

Cette déclaration de l'APC fait suite au message prononcé par le chef de l'Etat congolais à l'occasion du 57^e anniversaire de l'indépendance du Congo, célébré le 15 août dernier.



Rodrigue Malanda-Samba (DR)

« Le chef de l'Etat reconnaît que la dégradation de la situation économique et financière que notre pays traverse a des conséquences multiples. Mais, il relève le fait qu'elles ne constituent pas une catastrophe insurmontable ouvrant la porte à la chienlit et autres comportements déviants qui sont ses corollaires », souligne l'APC.

Selon l'APC, le chef de l'Etat « prépare les Congolais à remporter la bataille contre la crise avec le soutien du Fonds monétaire international (FMI) et des efforts coordonnés avec toute la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) ».

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DÉCENTRALISATION

La bataille des mairies et conseils départementaux

Les conseils départementaux et municipaux tiennent simultanément, ce 24 août, leurs sessions inaugurales respectives dans tout le Congo. Moment important de la démocratie locale, ces sessions ont pour principal enjeu l'élection des dirigeants des conseils départementaux et des maires des principales communes du pays.

À Brazzaville et Pointe-Noire, le départ des maires sortants, Hugues Ngouelondélé devenu ministre des Sports et Roland Bouiti Viaudo, le nouveau 2e vice-président de l'Assemblée nationale, garantit le suspense des votes que vont effectuer les élus locaux aujourd'hui.

Au total 1106 conseillers ont été élus lors de l'élection locale du 16 juillet dernier, organisée simultanément avec le premier tour des élections législatives. Le vote n'a cependant pas été organisé dans quelques localités du département du Pool pour cause d'insécurité. Cela fait que 21 des 61 élus locaux de ce département n'ont pas été élus. Le gouvernement s'en est remis à la juridiction compétente afin d'analyser la possibilité de prorogation des mandats des élus de l'ancienne législature dans ces localités.

La loi congolaise fixe à 30 jours minimum, le délai d'entrée en fonction des nouveaux conseillers, après leur élection. L'issue des votes de ce jeudi paraît pour le moins incertaine dans plusieurs grandes villes, à l'instar de Brazzaville, la capitale. Sur un total de 101 conseillers élus dans la ville, le Parti congolais du travail (PCT) serait crédité de 32 élus, alors que 38 conseillers sont élus sur le label d'indépendants dont une bonne partie est proche de l'UDH-Yuki (Opposition).

La Rédaction

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

L'appui du PADE à nouveau sollicité par les artisans

Les transformateurs, coupeurs et scieurs du Groupement d'intérêt économique (GIE) de la chaîne de valeur « meubles en bois », mis en place par le Projet d'appui à la diversification de l'économie (PADE), sollicitent un appui financier de ce projet, pour devenir plus compétitifs sur le marché.

Le président du GIE, Dévoué Bonaventure Boukaka Ouadiabantou, a fait cette doléance au directeur du Fonds d'appui à coûts partagés (FACP), unité opérationnelle du PADE), Sékou Camara, lors d'une mission de suivi et évaluation des activités financées par ce fonds, menée le 23 août à Brazzaville.

« Je remercie le FACP pour avoir organisé des formations à notre profit. Grâce aux nouvelles techniques acquises, nous sommes désormais capables de proposer des meubles concurrentiels avec de bonnes finitions. Les connaissances que nous avons acquises nous ont également permis de présenter nos meubles tant appréciés, au salon des métiers du bois de Brazzaville », a indiqué le président du GIE chaîne de valeur « meubles en bois ». Ajoutant : « Nous voulons continuer dans cet élan, afin de conquérir le marché local inondé à 80% par des produits étrangers. Pour y parvenir, nous avons besoin d'un appui complémentaire du FACP. »

Notons que pour soutenir cette

chaîne de valeur, le FACP a mis à leur disposition; un manuel de procédure en gestion administrative, financière et comptable ; renforcer leur capacité en menuiserie, en technique de finition. Par le biais de ces formations de renforcement de capacités, ces ou-

« Je remercie le FACP pour avoir organisé des formations à notre profit. Grâce aux nouvelles techniques acquises, nous sommes désormais capables de proposer des meubles concurrentiels avec de bonnes finitions. Les connaissances que nous avons acquises nous ont également permis de présenter nos meubles tant appréciés, au salon des métiers du bois de Brazzaville »,

vriers ont appris à calculer le nombre de cubage de bois nécessaire pour la réalisation d'un quelconque meuble. « On ne perd plus de bois comme auparavant, depuis qu'on nous a appris la technique appropriée », s'est réjoui un bénéficiaire.

Satisfait de constater que toutes les formations ont été suivies d'effet, le directeur du FACP a déclaré : « Le Congo est un pays qui dispose d'un grand massif forestier. Malheureusement, 90% des meubles sont importés. Donc, dans le cadre de la diversification de l'économie, nous nous sommes intéressés aux secteurs de la transformation du bois en appuyant ces opérateurs afin qu'ils deviennent des PME performantes. Dans l'éventualité d'un PADE II, nous espérons continuer ces appuis pour réduire l'importation des meubles au Congo ».

Dans le but de permettre au Congo de diversifier son économie, le gouvernement avait installé le PADE, cofinancé par le Congo et la BM respectivement à hauteur de 50%. Ce projet se clôture en décembre prochain. Le FACP a été, cependant, mis en place pour améliorer la compétitivité des PME/PMI congolaises, et développer le marché local. Outre la chaîne de valeur « meubles en bois », le PADE a constitué et appuyé d'autres groupements d'intérêts économiques évoluant notamment dans les MBTP. La société Bayo fait également partie des bénéficiaires. Le coût global des appuis apportés à ces GIE est estimé à plus de 110 millions de FCFA.

Lopelle Mboussa Gassia

NOUVEAU GOUVERNEMENT

L'OCDH qualifie de pléthorique

Le directeur exécutif de l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH), Trésor Nzila Kendet a réagi à la publication du nouveau gouvernement, qualifiant celui-ci de « pléthorique et comportant les mêmes figures de l'ancienne équipe ».



Trésor Nzila Kendet (Adiac)

« Comme nous attendions depuis quelques jours, ce fameux gouvernement vient d'être publié. J'ai l'impression qu'il y a contradiction entre ce que dit le président de la République et ce qu'il fait », a-t-il estimé. « Récemment, à l'occasion de la célébration de la fête du 15 août, au

regard de la situation économique devenue de plus en plus catastrophique, il a promis mettre en place un gouvernement dit de combat, d'action et d'efficacité. Déjà, quand il l'a dit, c'est qu'il a reconnu que ses précédents gouvernements n'étaient pas efficaces », a poursuivi le directeur exécutif de l'OCDH.

Pour lui, la nouvelle équipe gouvernementale publiée le 22 août comporte « les mêmes figures ». « Il y a eu à peine quelques départs. Je ne pense pas que ce gouvernement soit d'efficacité comme le chef de l'Etat nous a fait rêver », a-t-il renchéri.

Et de conclure : « En plus, c'est un gouvernement pléthorique. Au moment où la situation économique est préoccupante, nommer encore une équipe de trente-cinq membres, c'est impensable. De mon point de vue, le mieux serait plutôt de réduire considérablement les postes budgétaires pour se concentrer sur les priorités. On se pose des questions d'où viendront les fonds pour alimenter ces postes budgétaires. Franchement nous sommes déçus ».

Firmin Oyé

La DDC compte sur l'expérience

Réagissant après la publication du nouveau gouvernement, le président de la Dynamique pour le développement du Congo (DDC), Armand Mpourou, a déclaré que son parti observera la suite de cette équipe surtout en cette période de crise.

« Le problème aujourd'hui, c'est de prendre la situation à bras le corps maintenant que le gouvernement a été mis en place et d'apporter ce que nous pouvons apporter », a-t-il souligné.

Ce dernier a apprécié la création du poste de vice-premier ministre chargé de la fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale qu'il croit apporter de profondes réformes dans l'administration.

« On peut beau changer de gouvernement, on peut beau attendre le FMI mais si on n'apporte pas de profondes réformes dans l'administration, ça va être difficile parce que le Congo hérite d'une

administration coloniale. Aujourd'hui, nous avons le numérique et beaucoup de choses ont évolué. Il faut donc informatiser l'administration, simplifier les procédures. Il y en a tellement que



Armand Mpourou (DR)

cela occasionne la fuite des capitaux et la fraude avec l'existence des bureaux parallèles », a-t-il ajouté.

Il a également salué le retour du ministre d'Etat Florent Tsiba au cabinet du chef de l'Etat. « C'est un cadre avec une grande expérience », a-t-il signifié.

Jean Jacques Koumbemba

PRÉVOYANCE SOCIALE

Le capital du FIA estimé à environ 300 milliards FCFA

Dans un premier temps, le capital du Fonds d'investissement africain (FIA) oscillera entre 200 et 300 milliards FCFA. Le fonds permettra de rentabiliser davantage les réserves des organismes de sécurité sociale dans les Etats membres de la Conférence interafricaine de la prévoyance sociale (Cipres).

Le président de la commission de suivi de la Cipres, Cheikh Tidiane Tounkara l'a fait savoir à l'issue de la rencontre des directeurs généraux des Organismes de prévoyance sociale (Ops), le 23 août à Brazzaville. « Le fonds sera ravitaillé par les organismes qui placent déjà leur trésorerie au niveau des banques. Donc les organismes créeront une banque et éventuellement une société d'assurance qui puissent optimiser les fonds. Ces fonds en réalité n'appartiennent pas aux organismes mais aux assurés, en vue de toujours améliorer la couverture sociale », a-t-il expliqué.

À en croire le président de la commission de suivi, la grande majorité des caisses de sécurité sociale se trouve dans une situation d'équilibre voire même « d'excellent » au plan financier. Il reconnaît par ailleurs que certaines caisses connaissent des difficultés passagères « auxquelles la Cipres apportera des solutions », et affirme qu'aucun retard de paiement des prestations n'a été enregistré. Et le directeur de cabinet du ministre du Travail et de la sécurité sociale Frédéric Manienze de rassurer : « A tout point de vue, le FIA donnera indubitablement à notre espace géographique les chances de redynamisation et de diversification de nos éco-



Le présidium des travaux (Adiac)

nomies, déjà fragilisées par une crise financière sans précédent ».

Le projet de création étant ficelé, les Etats membres devront manifester leur intérêt en indiquant le montant des apports qu'ils sont disposés à investir dans le FIA. Ce fonds sera mis en œuvre après l'approbation des modalités pratiques de mise en place qui seront proposées aux ministres sous tutelle. Cette décision permettra la mise en œuvre progressive de l'institution financière. « Le coût de l'entrée

en fonctionnement effectif du FIA devra être intégré au budget du secrétariat exécutif de la Cipres qui sera examiné en décembre prochain à Dakar au Sénégal », a précisé Cheikh Tidiane Tounkara.

La Cipres, dans sa vision de recherche des techniques innovantes, entend pérenniser, viabiliser et rentabiliser financièrement les organismes de prévoyance sociale grâce à la création du Fonds d'investissement africain. Cette rencontre stratégique a mis sur les rails le processus de mise

en œuvre effective du FIA, pour une meilleure santé financière des organismes de prévoyance sociale des pays

comptables par les Ops ; la mutualisation des systèmes d'information des Ops de la zone Cipres ; la mise en place

de la comptabilité analytique. La problématique de l'extension de la protection sociale au secteur informel dans les Etats membres ; l'élaboration d'une cartographie des risques par les Ops ; l'élaboration d'un socle juridique commun ou code harmonisé en matière de prévoyance sociale ; la création d'un cadre juridique commun aux Ops pour la retraite complémentaire par capitalisation, ont également été examinés.

Josiane Mambou Loukoula

MAISONS D'ARRÊT

La DGAP sur la voie du fichage des détenus

La Direction générale de l'administration pénitentiaire (DGAP) entend mettre en place un recueil de renseignements sur les détenus. Sa mise en œuvre constitue une avancée significative sur un certain nombre de questions notamment celles liées à la sécurité des Maisons d'arrêt.

Le commandant de la gendarmerie nationale, le général de brigade Paul Victor Moigny s'est entretenu, le 23 août à Brazzaville, avec le directeur général de l'administration pénitentiaire, Jean Blaise Komo, sur la possibilité de concevoir un fichier d'identification des détenus condamnés, prévenus ou pas. Ce document permettra aux Maisons d'arrêt de répondre aux normes relatives au suivi des détenus. L'objectif, a indiqué le directeur de cette institution, était de solliciter le point de vue du commandant de la gendarmerie nationale

sur la manière de canaliser et de concevoir ce fichier. Il s'agissait, lors de cette rencontre, de mieux définir les axes d'inter-

vention de cet appui. « Nous voulons que cette opération ait lieu, parce que vous savez que la liberté étant le

principe de tout individu, quelqu'un qui est détenu à la Maison d'arrêt cherche toujours à s'évader et s'il s'évade, il faut tout de suite le retrouver, comment faire ? Donc la gendarmerie va concevoir un fichier qui permettra en cas d'évasion de retrouver rapidement le détenu ; qui est-il ? Et pour quel motif est-il incarcéré ? A-t-il déjà purgé sa peine ? combien de jours lui reste-t-il ?, etc », a indiqué Jean Blaise Komo au terme de cet entretien, soulignant qu'à partir du fichier il sera possible de comprendre toute la procédure de transposition de la directive en cas d'évasion d'un détenu avec un accent particulier sur les spécificités de chaque détenu.

Guillaume Ondzé



Le général de brigade Paul Victor Moigny s'entretenant avec le directeur général de l'administration pénitentiaire, Jean Blaise Komo (DR)

INTÉGRATION SOCIALE

L'association JLC demande à la jeunesse de se ressaisir

Les Jeunes leaders du Congo (JLC) ont appelé, le 22 août à Brazzaville, la jeunesse à adopter une attitude responsable en cette période de crise suite au message du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, prononcé à la veille du 57^e anniversaire de l'indépendance du Congo.



Les participants (Adiac)

« Nous lançons un vibrant appel à la jeunesse pour une prise de conscience à la dimension hautement patriotique », affirme Illytch Yoka, coordonnateur général de cette organisation.

Pour les JLC, qui veulent contribuer au développement local, les jeunes peuvent participer au redressement de l'économie nationale en mettant en valeur les ressources locales pour l'augmentation de la production, afin de diminuer les importations et atténuer la dépendance.

« La jeunesse doit s'orienter vers des initiatives économiques innovantes en investissant dans les secteurs générateurs d'emplois comme le secteur agricole, le secteur des TIC... », a déclaré Illytch Yoka.

De plus, l'organisation juvénile rappelle aux jeunes que le Congo n'est pas le seul pays qui traverse une crise économique en ce moment. A cet effet, elle invite leurs collègues à marginaliser, voire bannir l'idée de grève et d'autres mouvements sociaux illégaux. « Nous invitons la population en général et la jeunesse en particulier à une attitude responsable qui aidera notre pays à sortir tête haute de cette crise », ont indiqué les Jeunes leaders du Congo.

Enfin, les jeunes ont souhaité que les autorités politiques s'impliquent davantage pour le retour de la paix dans le département du Pool. « Nous lançons un appel patriotique à toutes les forces vives de la nation à œuvrer sans condition à la restauration de la paix dans le département du Pool et sur toute l'étendue du territoire national afin de garantir à nos compatriotes une quiétude tant espérée », ont ils martelé.

Fortuné Ibara
et Christel Bitemo Babela

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

614 candidats affrontent le concours d'entrée aux lycées d'excellence de Mbounda et d'Oyo

Les épreuves écrites du concours d'entrée aux lycées d'excellence de Mbounda, dans le département du Niari et d'Oyo, dans la Cuvette, qui se sont déroulées le 22 août sur toute l'étendue du territoire national ont connu la participation de 614 candidats

Les élèves sélectionnés à travers le pays pour avoir obtenu les meilleures moyennes au Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE) 2017 ont passé, en effet, quatre épreuves. Il s'agit notamment des mathématiques, de la dictée et question, de l'expression écrite et des questions de cours. Sur les 614 candidats, 120 meilleurs d'entre eux seront retenus cette année dont

60 pour le lycée d'excellence de Mbounda et 60 autres pour le nouveau lycée d'excellence d'Oyo qui ouvrira ses portes cette année. Ainsi, chaque département fournira dix élèves au lieu de six comme par le passé.

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, qui a apporté un soutien moral aux candidats de Brazzaville, a invité les élèves congolais à donner le meilleur d'eux-mêmes afin de suivre l'exemple de Marie Cassandre Yumba du lycée d'excellence de Mbounda, qui a occupé la première place aux examens d'Etat cette année avec 17,52 de moyenne au Brevet d'études du premier

cycle (BEPC). Une moyenne que le ministre en charge de l'enseignement général qualifie de rare depuis quelques années.

« Le lycée d'excellence de Mbounda forme les meilleurs d'entre nous. Cette année par exemple au BEPC, ce lycée a enregistré 100% du taux de réussite et le meilleur élève de la République est sorti de cet établissement. Et nous osons espérer que ce sera le cas pour le baccalauréat puisque l'année prochaine nous présenterons la première promotion. C'est ici l'occasion de vanter le mérite de Marie Cassandre Yumba », a conclu Anatole Collinet Makosso.

Parfait Wilfried Douniama

MUTUELLE GÉNÉRALE DE LA FETRASSEIC

De nouvelles approches envisagées pour renflouer les caisses de la Mugéf

Le président de la Mugéf, président du conseil d'administration, Abraham Angossina, envisage de procéder à une campagne d'adhésion de proximité qui permettra de renforcer l'effectif des adhérents. Il l'a fait savoir le mardi 22 août à leur siège à l'occasion de la célébration du 30^{ème} anniversaire de la Mugéf.

Selon lui, la mutuelle gère une crise conjoncturelle due au départ massif à la retraite des mutualistes. « Cette campagne sera mise à profit pour renflouer les caisses de la Mugéf en y apportant un grand nombre possible des adhérents, une condition sine qua non pour espérer bénéficier de la prime de motivation à tous les niveaux », a-t-il promis, citant quelques stratégies à mettre en place pour intéresser un grand nombre de jeunes à s'adhérer notamment procéder entre autres à la relance de l'impression de la carte de membre ; le maintien et l'amélioration de la collaboration avec les services administratifs et financiers intéressés ainsi que la relance des cotisations des mutualistes suspendues par erreur.

Sur le bilan des 30 ans de la mutuelle, Abraham Angossina a dé-



Abraham Angossin, président de la Mugéf (ADIAC)

claré que celui-ci serait positif jusqu'en 2014, malheureusement la mutuelle accuse aujourd'hui un retard d'arriérés. Il se trouve qu'aujourd'hui il y a moins de cotisants, plus de départ à la retraite. « Hier, on prélevait à hauteur de 110 millions de FCFA ; aujourd'hui il tourne autour de 72 millions de FCFA. Le remède : procéder à une campagne d'adhésion massive ; 2014, 2015 et 2016, il y eu trop de départ à la retraite », a-t-il indiqué.

Abraham Angossina précise que parmi les difficultés rencontrées il y a la non attribution à la Mugéf d'un code. Le contrat entre la Mugéf et les mutualistes est de 5000 FCFA. L'adhésion est volontaire. « Elle a été créée pour répondre aux problèmes sociaux. Son budget exercice 2017 en recettes et en dépenses cette année s'élève à 1,3 milliard de FCFA pour 13 mille mutualistes appelés au départ à la retraite x 12 mois, soit 780 millions de FCFA à débours », a-t-il conclu.

Guillaume Ondzé



BACHELIERS : OUVERTURE DES INSCRIPTIONS AU CYCLE ANGLAIS DU BACHELOR OF BUSINESS ADMINISTRATION (BBA) DE L'IFAM / PARIS

Vous venez d'avoir le BAC et vous cherchez une école répondant aux normes internationales pouvant vous permettre d'avoir un diplôme européen, rendez-vous à l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Industrie du Congo (ESCIC), une école de la Chambre de commerce de Pointe-Noire et de Paris.

A l'ESCIC, tous nos diplômes sont délivrés par nos partenaires européens.

Site : Immeuble PBG au Centre-Ville, à 100 m de la Radio Pointe - Noire.

Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - escicinfo2013@gmail.com ; www.escic-cg.com



AVIS DE VACANCE DE POSTE

MTN Congo, société de téléphonie mobile au capital de 11 000 000 000 FCFA, recherche pour son siège social à Brazzaville, un candidat au poste et dans les conditions ci – après indiqués.

Intitulé du poste : Chief Consumer Officer
Rattachement hiérarchique : Directeur général
Lieu de travail : Brazzaville (Congo)
Durée du contrat : Indéterminée.
Brève Description du poste

Le Chief Consumer Officer est responsable de la stratégie du segment de vente du grand public, incluant le marketing, la gestion des ventes et l'analyse des clients.

En collaboration avec le Directeur général, il est responsable des initiatives

stratégiques plus larges en intégrant sur le marché local une approche multifonctionnelle pour fournir aux clients différents services afin de supporter les autres revenus streaming (ex : EBU, Financial services, ...).

ETUDE	<ul style="list-style-type: none"> •MBA / Master en Commerce /Affaires
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE	<ul style="list-style-type: none"> •8- 10 ans d'expérience dans le domaine de la Vente & Distribution / Espace Commercial •5-6 ans d'expérience dans une haute fonction de direction / fonction de vente entreprise moyenne •3 ans dans un secteur pertinent / Environnement de télécommunication •Expérience de travail dans le monde/Entreprise multinationale avec bonne compréhension des marchés émergents
CONNAISSANCES	<ul style="list-style-type: none"> •Des structures complexes •Des industries de Télécoms et de la pratique du benchmarking •Du management opérationnel et management de la performance d'affaires •Des meilleures pratiques du marketing & des tendances •En gestion de ressources
COMPETENCES	<ul style="list-style-type: none"> •Parle couramment Anglais •Expérience multiculturelle et panafricaine souhaitée •Analyse •Leadership •Amélioration continue •Management des conflits •Négociation •Interprétation des données •Faire face à la complexité •Développement d'affaires
QUALITES COMPORTEMENTALES	<ul style="list-style-type: none"> •Stratège •Innovateur (trice) •Relationnel(le) •Intégrité •Résolveur de problèmes décisifs •Créateur de valeur •Acteur de la Culture et du changement •Orienté résultats •Influenceur
RESPONSABILITES CLES DU POSTE	<p>Stratégie de développement et implémentation</p> <ul style="list-style-type: none"> •Stimuler les stratégies de croissance des ventes et des revenus •Participer à la stratégie de l'entreprise et conduire la stratégie du revenu grand public •Participer à la mise en place et à la mise en œuvre de la stratégie pour accroître les parts de marché •S'assurer de l'implémentation effective de la stratégie marketing, vente et expérience client, en donnant la direction, la structuration, le cadre, le modèle et la feuille de route •Elaborer et valider la stratégie de communication selon l'étude du marché et en cohérence avec la stratégie générale de l'entreprise
	<p>Leadership des employés et management</p> <ul style="list-style-type: none"> •Construire et gérer une équipe performante en assurant une orientation de leadership, la clarté des fonctions, la formation et le développement des carrières •Définir les indicateurs clés de la performance et évaluer régulièrement les performances au travers d'un programme d'évaluation de la performance bien défini et implémenté, et ce, conformément à la politique des ressources humaines et à la législation en la matière <p>Gouvernance</p> <ul style="list-style-type: none"> •Conduire des mesures adéquates de contrôle et de maîtrise de risques •Identifier les principaux risques, problèmes, dépendances et définir des mesures d'atténuation •Evaluer les domaines d'amélioration entre les personnes, les processus et la technologie •Résoudre et donner les orientations sur les problèmes escaladés •Superviser tous les projets et initiatives qui sont alignés à la stratégie •Monitorer et s'assurer de l'alignement avec la stratégie groupe et les bonnes pratiques du secteur des Télécoms •Evaluer les performances comparées convenues pour assurer un support approprié au Business •Identifier les actions correctives au travers des plans et les transcrire en plans d'amélioration continue •Reporter mensuellement au directeur général des progrès réalisés au sein de la direction, conformément aux indicateurs clés de la performance
	<p>Responsabilités de supervision</p> <ul style="list-style-type: none"> •Donner la vision et l'orientation générale de la direction pour assurer un focus sur le futur et l'efficacité actuelle

- Identifier les besoins de formation et de développement du personnel et mettre en œuvre les actions nécessaires
- Mettre en place une structure organisationnelle appropriée pour atteindre les objectifs fixés

PARTENAIRES

Internes :

- Comité exécutif de l'entreprise
- Groupe CCO
- Vice-Président Régional
- Comité d'Audit
- Auditeurs internes

Externes

- Auditeurs externes
- Distributeurs, Vendeurs,...

Les candidatures féminines sont vivement souhaitées

Date limite et lieu de dépôt des candidatures :

Les candidatures (lettre de motivation, curriculum vitae, récépissé de l'Onemo avec attestation de diplôme et références) sont à adresser, au plus tard le 31 août 2017, au siège social de MTN Congo, 36 avenue Amilcar Cabral, centre-ville, BP 1150, Brazzaville - Congo, sur notre site www.mtncongo.net ou sur recrutement.MTNCONGO@mtn.com

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE










L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers - Mpila
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville



BUREAU + Chaise à roulette *



149.000
FCFA HT*



BUREAU + Chaise à roulette *



149.000
FCFA HT*

FORUM AFRICA 2017

Les investisseurs africains présents à Charm el-Cheikh

Le chef de l'Etat égyptien Abdel Fattah al-Sissi veut tourner l'économie de son pays vers l'Afrique. C'est lors du sommet tripartite de 2015 qu'il a manifesté ses nouvelles ambitions africaines. Il présidera le Forum Africa 2017 prévu du 7 au 9 décembre à Charm el-Cheikh en Egypte, en présence de ses homologues et des hommes d'affaires.

Plus de 1000 délégués y sont conviés pour discuter autour du commerce et des investissements africains sur le thème « promouvoir le commerce et les investissements en Afrique ». Ce Forum sera l'occasion de « renforcer l'engagement de l'Égypte d'améliorer l'intégration économique et culturelle de l'Afrique et de stimuler les investissements dans l'une des régions du monde qui connaît une très forte croissance », indique une source. Pour la ministre égyptienne des Investissements et de la coopération internationale, Sahar Nasr, il existe une véritable opportunité africaine fondée sur des réformes favorables aux affaires sur l'ensemble du continent.

« Ce Forum a pour objectif la promotion des investissements sur notre continent, en particulier les investissements transfrontaliers. En Égypte, nous avons entrepris un ambitieux programme de réformes économiques et amélioré le climat des affaires et la compétitivité », a-t-elle poursuivi. Avant d'ajouter : « ces efforts vont de pair avec notre volonté de jouer le rôle de passerelle stratégique entre l'Afrique et le reste du monde ».

Ce forum sera l'occasion pour l'Égypte, de présenter ses projets, notamment la construction d'une nouvelle capitale à 45 km du Caire, plusieurs projets de zones économiques spéciales et de zones industrielles le long du Canal de Suez. « L'Afrique et, en particulier, la région Comesa, continuent d'offrir quelques-uns des meilleurs retours sur investissement du monde ». Une journée du forum sera consacrée aux Jeunes entrepreneurs africains.

Noël Ndong

CENTRAFRIQUE

Un haut responsable de l'ONU insiste sur des signes avant-coureurs de génocide

Le secrétaire général adjoint des Nations unies pour les Affaires humanitaires, Stephen O'Brien, a affirmé mardi devant le Conseil de sécurité qu'en Centrafrique, où s'étendent des violences, il existe depuis quelque temps des signes avant-coureurs de génocide.

Ce haut responsable de l'ONU s'exprimait lors des discussions fermées à la presse, qui ne figuraient pas à l'agenda officiel du Conseil de sécurité, mais avaient été réclamées en urgence par la France. « Stephen O'Brien a répété ce qu'il a dit », début août lors d'une réunion à l'ONU, a rapporté un diplomate.

Lors de cette précédente réunion, le secrétaire général adjoint des Nations unies pour les Affaires humanitaires, qui rendait compte d'un récent voyage mené en Centrafrique avait tiré la sonnette d'alarme contre la multiplication des violences dans ce pays. « Les signes avant-coureurs de génocide sont là », avait-il déclaré, en réclamant davantage de mi-

litaires et policiers pour l'opération de paix de l'ONU (Minusma) dans ce pays. Après cette mise en garde, les propos de Stephen O'Brien n'étaient pas restés sans réaction au niveau de l'ONU. Bien au contraire, ils avaient suscité un remous au sein de l'organisation, qui regrette toujours de n'avoir pas su prévenir le génocide survenu au Rwanda en 1994.

En Centrafrique, les Nations unies maintiennent quelque 12.500 militaires et policiers pour aider à protéger les civils et soutenir le gouvernement du président Faustin-Archange Touadéra, élu l'an dernier.

Selon ce haut cadre de l'ONU, cité par un diplomate de cette institution, le nombre de déplacés dans le pays atteint aujourd'hui « 600.000, soit 40% de plus que l'an dernier ». « Le responsable de l'ONU a aussi mis en garde le Conseil de sécurité contre les violences qui visent les acteurs humanitaires sur le terrain, obligeant à suspendre plusieurs de leurs actions. Les violences

s'étendent dans le pays comme dans la région de Bangassou (sud-est) », a précisé le diplomate. « Des membres du Conseil de sécurité ont proposé une visite de cette instance en Centrafrique pour qu'elle se fasse une idée plus précise de la situation », a indiqué un autre ambassadeur.

En août, Stephen O'Brien avait exhorté le Conseil de sécurité à « agir maintenant, ne pas réduire l'effort de l'ONU et prier pour ne pas voir à vivre en le regrettant ». Mardi, il a réaffirmé que l'objectif de 497 millions de dollars pour financer l'aide humanitaire destinée cette année à la Centrafrique était loin d'être atteint. La République centrafricaine a basculé en 2013 après le renversement de l'ex-président François Bozizé par les rebelles Séléka pro-musulmans, entraînant la contre-offensive de groupes anti-balaka, majoritairement animistes ou chrétiens. Le contrôle des ressources naturelles est aussi un enjeu des violences.

Nestor N'Gampoula

UNE NOUVELLE ÉCOLE À NGAMAKOSSO

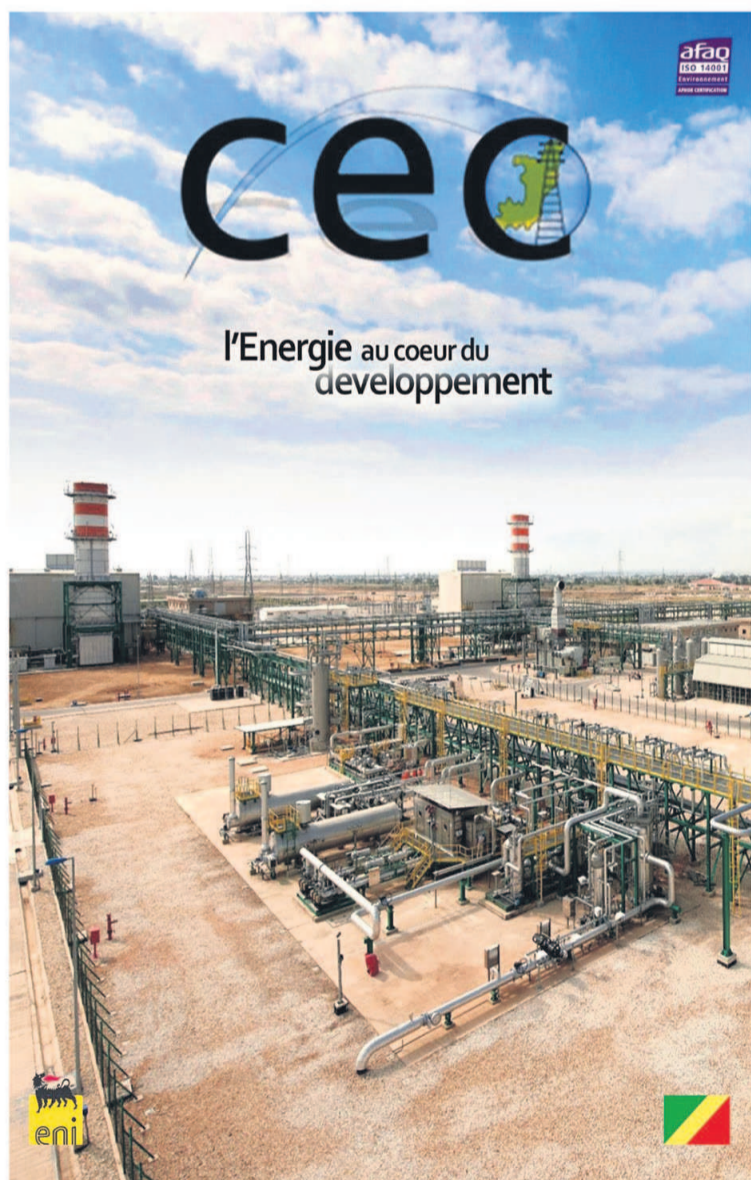
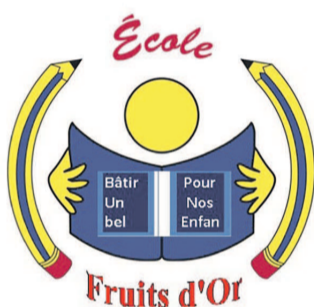
Brazzavilloises, Brazzavillois

Chers parents,

Soyez les premiers à inscrire vos enfants à l'école Fruits d'Or. Nous avons l'expertise qu'il faut, les conditions idéales pour les former et en faire des cadres de demain.

Ecole Fruits d'Or, 633 rue Mpassa, Ngamakosso, arrondissement 6 Talangai. Téléphone : 06.043.68.34 / 05.525.99.12

Ecole Fruits d'Or ; « Bâtir Un Bel Avenir Pour Nos Enfants ».



Notre engagement pour l'environnement

C'est avec grand plaisir que nous portons à la connaissance de tous que la Société Centrale Electrique du Congo S.A. a obtenu sa certification ISO 14001:2015 démontrant ainsi son engagement pour le respect de l'environnement.

ISO 14001 est une norme convenue à l'échelle internationale qui établit les exigences relatives à un système de management environnemental.

Elle prévoit de fournir un cadre aux organismes afin de protéger l'environnement et de répondre à l'évolution des conditions environnementales en tenant compte des besoins socio-économiques ; Elle prévoit par ailleurs la nécessité de s'inscrire dans une dynamique d'amélioration continue de la performance environnementale.

ISO 14001 permet à un organisme d'envisager toutes les questions environnementales liées à ses opérations, telles que la pollution atmosphérique, la gestion de l'eau et des eaux usées, les nuisances sonores et visuelles, la gestion des déchets, la contamination du sol, l'atténuation des changements climatiques ainsi que l'adaptation et l'utilisation efficace des ressources.

Il s'agit de planifier, de réaliser, de vérifier et d'agir à travers :

- Une plus grande implication de la Direction;
- La mise en œuvre d'initiatives proactive pour préserver l'environnement de tout préjudice et de toute dégradation;
- L'adoption d'une perspective de cycle de vie, pour que les aspects environnementaux soient abordés dès la conception jusqu'à la fin de vie;
- Le respect aux exigences légales et réglementaires, actuelles et futures.

La CEC s'engage à travers sa production à réduire l'émission de gaz à effet de serre de deux manières :

- Le cycle combiné;
- La turbine en mode pré-mix.

La Direction

MUSIQUE

Le groupe Kimbonguela s'apprête à célébrer ses 20 années d'existence

Créé le 05 Août 1997 à Sangolo OMS, l'orchestre folklorique que préside Ludovic Gervais Banzouzi se prépare à fêter ses deux décennies d'existence. Un spectacle de chants, de danses et de percussions sera présenté au cours de cet anniversaire qui aura lieu au cercle culturel Sony Labou Tansi de Brazzaville

Les vingt années du groupe Kimbonguela célébrerons l'existence d'un tourbillon sonore suscité par une symbiose des musiques congolaises. Pour Ludovic Gervais Banzouzi président de ce groupe, en ce jour joyeux, le groupe mettra en scène les sons de tambours, des chants et des pas de danses interprétant des messages venant des profondeurs du Congo. « À travers ces divers rythmes folkloriques et l'air de la trame de la scène que nous présenterons laisseront les invités sur leur faim. Vous serez captivés ! ».

La célébration de cet anniversaire sera une aubaine pour le groupe Kimbonguela d'exploiter les rythmes traditionnels, fondement de la base musicale Kongo. Aussi, avec un ensemble d'artistes utilisant comme instrument de base la percussion, ce groupe mettra en scène l'atmosphère tumultueuse de la forêt du Mayombe.

« Par des chants et des danses au son du tam-tam,



Les artistes et le président fondateur du groupe Kimbonguela, Ludovic Gervais Banzouzi (DR)

nous allons présenter ce que nous savons de la grande richesse culturelle que possède le Congo. Car, celle-ci n'est pas encore exploitée et nous voulons que l'on connaisse

c'est de l'argent qui traîne », a renchéri Ludovic Gervais Banzouzi. Avant d'ajouter que son groupe a besoin d'un soutien pour continuer à faire leurs preuves. Durant ses vingt ans, le groupe tourbillon sonore a

participé au festival panafricain de musique (Fespam) en 2015 ; à la célébration du 20ème anniversaire de l'institut français du Congo (IFC) en 2014; au

comme Papa Wemba (de son vivant) et le rappeur congolais de Bisso na Bisso Passi. Rappelons que « Kimbonguela » renvoie aux mouvements

festival international des tam-tams et des arts traditionnels au Caire (Egypte) en 2013 ; à une tournée culturelle de 90 jours en Chine en 2006. Le groupe a également signé des partenariats avec certains artistes

rapides des percussionnistes, danseurs et chanteurs qui tournent avec une sensation auditive agréable et éclatante comme le son d'un tourbillon sonore.

**Bruno Okokana
et Désy Mbakou**

NÉCROLOGIE

Mme Nsana née Kouakoua Augustine, Béatrice Kouakoua Nsouda, Emilienne Kouakoua, Rolphe Sédric Kinsangou, Sorel Jovial Kinsangou, Armel Kouakoua Mboza, Franck Thierry Kouakoua, Christelle Nsana et famille vous annoncent que le programme des obsèques de leur soeur, tante et grand mère Marie Clémence Kouakoua (Mère Clé) se présente comme suit :

Samedi, le 26 août 2017 :

9h00 : levée de corps à la morgue du CHu ;

10h00 : recueillement à domicile (N° 1100 de la rue Louémé au Plateau des 15 ans, non loin du pressing 5 à sec.) ;

11h00 : départ pour la paroisse Jésus Ressucité et de la divine miséricorde ;

13h30 : départ pour le cimetière privé Bouka ;

16h00 : fin de cérémonie.



Sandrine Atipo, agent Télé Congo, la grande famille Nguié Aba et d'Etaba, Mmes Atipo née Egné Jeanne et Ngampio Marie ; Carine Ossibi, les enfants Ossibi et Atipo annoncent aux parents, amis et connaissances, que le programme des obsèques de leur frère, père, oncle et grand père Ossibi Bouloukoué Rigobert alias Okapi, se dérouleront comme suit :

Jeudi 24 août 2017 :

8h30 : levée de corps à la morgue municipale ;

10h00 : recueillement au domicile sis 91, rue Mossaka au croisement des avenues de la Tsiémé et des chars ;

13h30 : départ pour le cimetière privé Bouka VIP ;

16h30 : fin de cérémonie.



La famille Mabanza et la grande famille AASSEC (Association aide soutien secours aux enfants démunis) a le regret d'annoncer aux amis et connaissances le décès survenu le 13 août 2017 à Brazzaville de Yvonne Antsiouo.

La veillée a lieu au n°48 de la rue Gamboma.

La date de l'inhumation est prévue pour le vendredi 25 août 2017.



Stanislas Okassou et famille informent les parents, amis et connaissances de Makoua (Ndongo, Oyoué, Ifoura et Bokagna) du décès de Delphine Ngalla (Foussa) survenu le 17 août 2017 à Brazzaville. La veillée se tient au n° 121 de la rue Mbé à Talangaï, quartier Manhatann. Référence rue Ndolo grand lavage. La date et le programme des obsèques vous seront communiqués ultérieurement.



IN MEMORIAM



23 août 2013 - 23 août 2017. Les hommes louent l'Eternel pour ses bienfaits, ma force de le louer vient de toi mon père à qui je dois la vie. Oh! Papa, tu plongeais toujours dans le bassin de tes nobles conseils. Je te suis reconnaissante, car durant toute ma croissance, tu as éveillé mes pensées, tu as orienté et montré le droit chemin. Comment ne pas te remercier, toi qui était à la hauteur de tes devoirs. Aujourd'hui, la nature en a décidé autrement. En ce jour de triste anniversaire papa Madzou «Vieux Ndoukous» que ton âme repose en paix. Ta maman.

ARTS MARTIAUX

Le full-contact prend racine à Brazzaville et Pointe-Noire



Les pratiquants de Brazzaville au dojo du club académie /Crédit photo Adiac

« Au Congo nous travaillons de sorte que les jeunes puissent s'intéresser à cette discipline martiale. Depuis 2009, les clubs se multiplient dans la ville capitale tout comme dans la capitale économique du pays », a expliqué maître Aboubacar Fofana, ceinture noire 4e dan, propriétaire du club "Le respect" (Brazzaville). Le club a d'ailleurs récemment organisé à Dabs la capitale une passation de grade de la ceinture blanche à la noire au dojo du Club Académie à Poto-Poto. « Je constate sur le tatami que le niveau des athlètes progresse », s'est-il réjoui.

Selon, maître Valère Koubikana, karatéka, qui a fait aussi carrière dans plusieurs disciplines dont le full-contact, un comité a été mis en place pour gérer la discipline tant au niveau de Brazzaville que de Pointe-Noire. Pour l'heure, il n'y a pas de fédération encore moins des ligues. « Cela viendra avec le temps. Nous y travaillons », a-t-il fait savoir. Maître Aboubacar Fofana a, pour sa part, indiqué que dans les jours à venir, les combats de gala seront organisés afin d'intéresser davantage les jeunes désireux de se lancer dans la pratique de ce sport de combat.

En rappel, le full-contact encore appelé boxe américaine ou kick-boxing est né aux USA dans les années 1960. Sport de combat appartenant aux formes de boxe pieds-poings, la discipline s'est par la suite propagée à travers le monde au point de se faire des adeptes au Congo.

Rominique Nerplat Makaya

PRÉPARATION DU CHAN 2018

Jean Michel Mbono évoque une mise au vert au Maroc

Le président de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) a assuré qu'un programme de travail a été mis en place pour que les Diables rouges bénéficient d'une meilleure préparation avant la phase finale du Championnat d'Afrique des nations, prévue en 2018 au Kenya.

Jean Michel Mbono entend mettre en application les conclusions de l'accord de partenariat signé avec la Fédération royale marocaine de football pour que les Diables rouges locaux se mettent au vert au Maroc. « Nous sommes obligés avec le ministre et l'encadrement technique de valider déjà un programme de préparation. Un programme de travail a été établi par la Fécofoot pour que le Chan soit bien préparé. Nous avons signé une convention avec la Fédération royale marocaine de football. L'équipe doit se mettre au vert au Maroc », a déclaré Jean Michel Mbono.

Pour le président de la Fécofoot, la qualification des Diables rouges à la phase finale du Chan 2018 a fait gagner les galons au championnat congolais qui se classe désormais selon lui parmi les seize meilleurs d'Afrique. « Aujourd'hui, notre

championnat intègre le top 16 africain grâce à notre qualification pour le Chan qui est la compétition des locaux. C'est au terme de cette phase finale que nous saurons le classement que nous allons occuper », s'est-il félicité, répondant ainsi à ceux qui donnaient peu de chances à l'équipe nationale face aux Léopards de la RDC sous prétexte que la Ligue 1 congolaise était la plus faible. « Certains qualifient notre championnat de très faible alors qu'ils ne viennent même pas au stade. Le championnat n'étant pas télévisé, sur quelle base jugent-ils notre championnat en le qualifiant de très faible. Le Congolais ne reconnaît pas le mérite de son équipe nationale. Certains ne croyaient pas en nous. Pour eux, le championnat de la RDC était supérieur à celui du Congo », a renchéri le président de la Fécofoot.

Notons qu'après avoir manqué la phase finale de la CAN au Gabon, la Fécofoot avait trois objectifs à atteindre. Le premier a été atteint avec la qualification pour la phase finale du Chan. Le deuxième objectif consiste à se qualifier pour



Jean Michel Mbono DR

le mondial 2018. Mal embarqués dans cette campagne, les Congolais ont les chances minces. La CAN 2019 est le troisième objectif. Jean Michel Mbono y croit.

« Pour la CAN, nous avons toutes nos chances même si nous avons perdu notre premier. Sur les cinq qui nous restent, il suffit de gagner trois plus un match nul et nous serons parmi les deux premiers de notre groupe. Ce sont d'ailleurs les deux premiers de chaque groupe qui seront qualifiés. L'objectif c'est de ne plus perdre des matches. Avoir des points suffisants pour être parmi les 2 premiers de notre groupe », a-t-il renchéri.

James Golden Eloué

PÉTANQUE

Les Diables rouges affûtent leurs armes pour la CAN de Tunis

Les Diables rouges participeront du 6 au 9 septembre à Tunis à la 6e édition du Championnat d'Afrique des nations de Pétanque avec pour ambition de défendre leur titre aux tirs de précision puis améliorer leur performance dans la tripléte.

Les 12 athlètes congolais ont débuté leur préparation le lundi au stade Félix Eboué en vue de valider leur présence parmi les quatre qui participeront à la compétition. Parmi eux, Chabrol Binguila, champion d'Afrique aux tirs de précision en juin 2015 à Ndjamena (Tchad), alors que la tripléte congolaise, médaillée d'argent tentera à Tunis de gagner la prestigieuse médaille. Fulbert Bokyendzé, le directeur technique de la fédération a débuté la préparation des Diables rouges par le travail individuel libre avant d'entamer la technique individuelle notamment le travail dans les ateliers pendant trois jours en vue de perfectionner les tirs. « Nous avons des tireurs qui excellent sur des terrains courts. Nous sommes obligés de leur faire un travail sur des terrains à longues distances. Nous avons aussi le problème des pointeurs. Notre politique est d'amener les tireurs et parmi eux on essaie de regarder ceux qui sont bons aux points », a-t-il commenté, avant d'ajouter : « Nous allons regarder les affinités en se basant sur les cadres pour essayer de confectonner deux grandes triplétes. A la base de celles-ci, nous pour-



Les Diables rouges pétanque et leur encadreur Adiac

rons regarder comment retenir les quatre. Le 27 août, j'avais prévu de programmer un match d'entraînement avec les meilleurs clubs de Brazzaville. » S'ils ont bel et bien entamé leur préparation, les Diables rouges de pétanque pourraient manquer ce rendez-vous par faute de moyens financiers. Selon Alain Nzaba, le secrétaire général de la Fédération congolaise de sports boules, la Direction générale des sports leur a fait savoir qu'elle n'a pas d'argent. « Selon le programme, nous devons quitter Brazzaville au plus tard le 4 septembre. Nous avons démarré les entraînements avec nos propres moyens. Mais, on nous dit qu'il n'y a pas d'argent. On va faire quel miracle pour y aller ? Si vous n'y participez pas, vous avez une amende de 20 millions à payer plus quatre ans de suspension. Mieux vaut

participer. Nous avons demandé 50 millions pour le déplacement des joueurs, le regroupement, la préparation, les équipements, la participation, le voyage à Tunis. La direction générale des sports nous dit, il n'y a pas de moyens ».

L'une des meilleures fédérations de l'olympiade écoulée par rapport à ses performances, la Fécoboule a toujours ramené des médailles au pays à chacune de ses sorties. Ses athlètes ont ramené deux médailles (or et argent) aux championnats d'Afrique de la discipline au Tchad en 2015. L'un d'entre eux a gagné la médaille d'argent aux Jeux africains de Brazzaville. Les Diables rouges ont été classés 5e sur 48 pays pour leur première participation à la Coupe du monde de pétanque à Madagascar en décembre 2016, alors que la fédération avait préfinancé pour y participer.

J.G.E.

TTN TRANSIT
34 rue Labat 75018 Paris

**ENLÈVEMENT - ENTREPOSAGE
FRET AÉRIEN & MARITIME**

FRANCE / EUROPE / ASIE MOYEN-ORIENT /
BRAZZAVILLE / POINTE-NOIRE / KINSHASA /
MATADI, BOMA

Avec ou sans dédouanement

Ctc. DJAMEL
00 331 44 92 90 90
00 336 65 47 06 06
ttnplus@wanadoo.fr

LES MEILLEURES FORMATIONS

Réseau et Système

100% pratique

2 Gérer les serveurs virtuels en entreprise
3 Devenez Expert en maintenance informatique et réseau
4 Système Multiwan - Gérez plusieurs fournisseurs Internet - Basculement automatique Répartition de la charge - Connexion permanente
5 Administrez un réseau d'entreprise sous Linux ou Windows (Switch/Vlan/Router/Wifi/DHCP/DNS/WPAD)

1 Gestion Internet en entreprise
6 Antivirus Réseau Symantec Protection SRV & PC

KD Computer
06 621 45 25 / 05 345 78 62
849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger)
Brazzaville - Congo / E-mail : kdcomputer2011@gmail.com

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute des **Gestionnaires de comptes**.

PROFIL RECHERCHE :

- Bac + 3 en Economie et Gestion, en Comptabilité et Finance, Gestion Financière et Comptable, Administration des entreprises ;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle minimum dans le métier ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière de la place ou dans la zone CEMAC ;
- Avoir des connaissances de base en comptabilité
- Avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse financière
- Avoir le sens du commercial développé et une grande capacité de persuasion
- Avoir une bonne capacité d'analyse et une connaissance de l'environnement (marché, compétition, prix, facteurs de risque etc.)
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, une autre langue (Anglais et le Chinois) serait un atout;
- Etre disponibilité à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux et objectif
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le **31 septembre 2017** à 17h.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (es) seront convoqués pour passer le test et les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute un **agent de trésorerie**.

PROFIL RECHERCHE :

- BAC + 4 en Finance, Economie ;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le métier, exception peut-être faite pour les jeunes détenteurs d'un master (BAC+5) avec mention d'un pays de l'OCDE ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière dans la région CEMAC, dans l'un des pays de l'OCDE ou en Chine;
- Avoir de bonne connaissance du métier de la finance, du marché financier ainsi que du marché de capitaux;
- Avoir de bonne connaissance dans le domaine mathématique et logique ;
- Avoir une bonne capacité d'analyse ;
- Avoir une parfaite maîtrise du pack office ;
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, d'une autre langue (Anglais et le Chinois) serait un atout non négligeable ;
- Avoir le sens des responsabilités et des initiatives ;
- Avoir de bonne compétence en communications.
- Etre disponibilité à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux, dynamique et objective
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, morale et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le **31 septembre 2017** à 17h.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (e) seront convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

Une institution financière de la place recrute un **Gestionnaire RH**, Chargé de la Paie de l'Administration du Personnel et des Œuvres Sociales.

Qualifications requises :

- Bac + 3 en Finance, Gestion Financière et Comptable, Gestion des entreprises, Management des Ressources Humaines;
- Avoir une expérience cumulée d'au moins 3 ans dans le domaine de la Paie, de l'Administration du personnel des Œuvres Sociales et des Ressources Humaines en générale ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière de la place ou dans la zone CEMAC ;
- Avoir une maîtrise parfaite des outils de Gestion des Ressources Humaines ;
- Avoir des notions de Comptabilité et de fiscalité ;
- Avoir une très bonne maîtrise du logiciel de paie (SOPRA BANKING ou DELTA BANKING) et de Microsoft Office serait un atout;
- Savoir superviser l'organisation de la paie, établir les fiches de paie et les versements de salaire,
- Avoir de très bonne aptitudes organisationnelles et une excellente capacité d'administration
- Savoir préparer tous les documents réglementaires liés à la gestion du personnel
- Savoir élaborer les tableaux de bords sociaux permettant de suivre l'activité du personnel (absentéisme, rémunération, congés...)

- Savoir collaborer avec les institutions sociales et administratives
- Savoir garantir l'application de la réglementation sociale et des obligations légales au sein de l'établissement
- Avoir le sens du traitement approprié des données se rapportant au personnel (confidentialité, protection des données)
- Avoir de très bonnes connaissances en français, la maîtrise de l'anglais ou du chinois serait un atout;
- Etre autonome et capable de travailler sous pression
- Avoir le sens des relations humaines, un bon esprit d'écoute et des aptitudes en gestion de conflits serait un plus ;
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation
 - Références des deux précédents employeurs
- Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante : recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le **01 Septembre 2017** à 17h.
- Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (es) seront convoqués pour passer le test et les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMERIQUE
SERIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux



Magazines



Chemises à rabat



Cartes de visite



Livres



Calendriers



Flyers Affiches



PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux.

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adlac-congo.com

SA, Imprimerie D'Etat - Services Clientèles
Brazzaville - République du Congo

ÉCONOMIE NATIONALE

Plus de 30 % de perte de valeur du franc congolais depuis le début de l'année

Les derniers chiffres de la Banque centrale du Congo (situation juillet 2017) révèlent une inflation qui a atteint la barre des 50 % en juillet dernier. Par ailleurs, la monnaie nationale a connu une dégradation préoccupante au cours de cette même période. Les autorités congolaises éprouvent des difficultés réelles à stabiliser le cadre macro-économique, et les effets se font ressentir sur les activités économiques nationales.

L'autorité monétaire éprouve de plus en plus de difficultés à intervenir pour la stabilisation du cadre macro-économique. Selon les statistiques, les réserves de change ne représentent plus que l'équivalent de 706 millions de dollars américains USD, soit 3 semaines d'importations. Toutefois, en dépit des paramètres au rouge, l'espoir reste de mise. En tout cas, du côté des autorités congolaises, l'on estime avoir réussi à équilibrer la balance budgétaire sans recourir à l'émission monétaire, plus communément appelé « planche à billet ». Cette pratique a contribué indiscutablement à la dégradation de la monnaie nationale dans les années de l'hyper-inflation de triste mémoire.

Beaucoup d'analystes pensent que la RDC se trouve aujourd'hui dans une situation très délicate à la suite de l'effondrement des finances publiques. Cela explique, selon eux, la démarche infructueuse du gouvernement de la République pour obtenir rapidement l'aide du Fonds monétaire international (FMI) en juillet dernier. Cette institution financière internationale a conditionné toute assistance par l'atterrissage en douceur du processus politique. Pour l'heure, il serait hasardeux pour le pays de se tourner vers d'autres partenaires, en raison des taux exorbitants qui risqueraient de représenter un lourd fardeau pour une économie en difficulté. L'instabilité de la monnaie nationale limite davantage les marges de manœuvre des autorités. À cause de la remontée de l'inflation, les taux domestiques sont hors de portée.

Laurent Essolomwa

RDC

Environ 450 mille réfugiés sur le sol congolais

Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés qui donne ces chiffres estime l'enveloppe, pour mener à bien ses opérations dans le pays, à 263 millions de dollars américains. Mais elle n'a reçu des donateurs, jusqu'à ce jour, que 39 millions, l'équivalent de 17 % de l'enveloppe attendue.



Un camp de réfugiés dans l'est du pays (archives)

Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué, dans son bulletin d'informations publié le 23 août 2017, que la RDC a enregistré sur son sol, jusqu'au 31 juillet 2017, 475 mille réfugiés. Ces personnes sont, a soutenu l'institution onusienne, toutes les nationalités confondues. Dans le détail, le HCR a précisé que le Rwanda comptait 245 mille réfugiés. Cependant depuis le début de l'année, plus de 5 mille réfugiés rwandais vivants en RDC ont été rapatriés dans leur pays. À en croire cette agence onusienne, outre les ressortissants du Rwanda voisin, la RDC compte également à ce jour 10 200 réfugiés centrafricains, plus de 80 mille sud-soudanais et près de 44 mille bu-

rundais. Pour le HCR, la majorité de ces personnes se trouve dans le camp de Lusenda, au Sud-Kivu. D'autres nationalités se trouvant dans la situation de réfugié sur le sol congolais sont notamment les Angolais, 661, et les Congolais de Brazzaville, 494. Le HCR a, par contre, relevé que 661 mille originaires de la RDC se sont réfugiés dans d'autres pays africains.

Pour subvenir aux besoins de ses opérations en RDC, le HCR affirme avoir besoin d'une enveloppe de 263 millions de dollars américains, alors qu'elle n'a reçu des donateurs, jusqu'à ce jour, que 39 millions, l'équivalent de 17 % de l'enveloppe attendue.

Lucien Dianzenza

HÔPITAUX PUBLICS

Bientôt du service minimum à la grève totale !

Les hommes en blouse blanche, qui se sont mis en « service minimum » depuis mai dernier en RDC sont sur le point de radicaliser leur position cette semaine si le gouvernement ne répond pas à leurs revendications sociales avec, à la clé, la révision de leur barème de rémunération au regard de la dépréciation de la monnaie locale.

Jusqu'à ce jour, le service minimum continue à être observé dans les formations médicales créant, de ce fait, un dysfonctionnement dans la prise en charge des malades. Dans les différentes structures sanitaires de la capitale, l'ambiance est plutôt inconfortable. Le personnel médical ne fait plus montre d'empressement pour secourir des patients obligés de faire avec un rythme de travail auquel ils ne sont pas habitués. Il faut déboursier gros ou encore user du trafic d'influence pour bénéficier de l'attention des médecins du reste indisponibles lorsque leur service est attendu. D'un pied lourd, ces hommes en blouses blanches, n'ayant visiblement pas le cœur à l'ouvrage, ne restent que le temps d'une consultation dans leurs ca-



Hôpital de référence de Kinshasa (ex Mama Yemo)

binets, préférant bosser dans des structures privées dont ils sont responsables ou engagés à temps partiel.

Depuis le mois de mai où le mouvement de grève a été enclenché, nombreux sont les médecins qui ont plié leur bistouri au grand dam des malades livrés à eux-mêmes. Pire, la tendance est de passer carrément du service minimum à la grève totale qui verrait les hôpitaux, tant à Kinshasa qu'à l'intérieur du pays, fermer leurs portes. Il y a de quoi redouter une

telle éventualité dans la mesure où c'est la population qui va en pâtir. Mais, sur le terrain, le gouvernement ne donne suffisamment pas de garanties censées rassurer sur sa bonne foi dans la prise en compte des revendications des médecins. Celles-ci vont de la révision du barème de rémunération au regard de la dépréciation de la monnaie face aux autres devises à la réintégration des médecins injustement élagués des listes de paie depuis un an ou six mois, en passant par

la poursuite du « processus de la bancarisation de la paie des médecins ». En un mot, les médecins réclament l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles et, plus spécialement, dans les zones à risque.

Toutes ces revendications sont restées lettre morte au point de susciter quelques interrogations au regard surtout de l'immobilisme du gouvernement qui paraît ne pas prendre la mesure véritable de l'enjeu. Entre-temps, le dialogue engagé entre les repré-

sentants de l'exécutif national et les syndicalistes est loin d'aboutir. Les discussions sont toujours au point mort. Ce qui n'arrête d'irriter les médecins qui, chaque jour qui passe, font l'expérience amère de la misère dans leurs foyers. Désargentés, paumés jusqu'à la moelle, ils se sentent révoltés face à une situation sociale qui est loin de refléter leur statut social dans un pays qui ne leur accorde pas la place qu'ils méritent. La crispation est telle que les deux syndicats les plus en vue, en l'occurrence le Syndicat national des médecins (Synaméd) et le Syndicat des médecins de la RD-Congo (Syméco) ont résolu d'unir leurs forces pour avoir gain de cause dans leur quête du mieux-être. Les deux structures peaufinent d'ores et déjà des stratégies visant à renforcer davantage les modalités de la grève. « Dans le cas de nos affiliés, tous vont rentrer en grève radicale d'ici une semaine si le gouvernement ne répond pas à nos revendications », a prévenu le Dr Benjamin Bola, secrétaire exécutif du Syméco pour la ville de Kinshasa. Dossier à suivre.

Alain Diasso

GLISSEMENT DE TERRAIN À TARA

Plusieurs corps toujours enfouis dans les décombres

Le village des pêcheurs érigé au pied de montagne a été quasiment rasé à la suite de la pluie torrentielle qui s'est abattue le 16 août entraînant un glissement de terrain ayant fait plus d'une centaine de morts. Aujourd'hui encore, des recherches se poursuivent pour retrouver des corps enfouis sous les décombres.

Cela fait près d'une semaine depuis le drame survenu sur le bord du lac Albert dans la province de l'Ituri précisément au village de Tara. Le glissement des terres, qui s'est produit le 16 août dans ce camp de pêche consécutif à une forte pluie, a causé d'énormes dégâts humains. Près de deux cents personnes ont péri, selon diverses sources et près de cent cinquante autres portées disparues. Côté officiel, le bilan qui du reste évolue au fur et à mesure que les corps sont retrouvés par les chercheurs faisait initialement état de quarante-sept morts et cent cinquante-sept disparus. Sur place, les recherches se poursuivent avec intensité pour retrouver les corps encore enfouis dans les décombres.

Des ONG ainsi que les services locaux s'y attellent avec des moyens de bord pour dé-

blayer les gravats et tenter de sauver des vies en synergie avec une équipe venue de Kinshasa. « *Nous estimons au moins une centaine de corps ensevelis sous les décombres de ces grosses pierres qui sont tombées sur les quarante-huit maisons détruites* », a déclaré le vice-gouverneur de l'Ituri, Pacifique Keta. Ces recherches se sont relancées après un moment d'interruption décrété par l'autorité provinciale « *pour privilégier la désinfection du milieu* » afin de prévenir la propagation des maladies sur plusieurs autres villages de pêcheurs installés le long de la rive du lac Albert.

Le ministère de la Solidarité et des Actions humanitaires a été instruit de prendre, de toute urgence, des dispositions utiles pour venir en aide aux sinistrés en leur appor-



Des glissements de terrain sont fréquents en RDC

tant des dons et des vivres. Entre-temps, des messages de condoléances à l'endroit des sinistrés n'ont cessé d'affluer sur un fond de critique acerbe vis-à-vis du gouvernement accusé par l'opposition de ne pas prendre des dispositions utiles en amont pour prévenir

ces genres de catastrophes naturelles. « *Le gouvernement a démontré ses limites. Il devient un gouvernement qui ne fait que des funérailles partout. Les gens meurent et il y a des groupes armés qui tuent. C'est un gouvernement incapable de sécuriser et de*

prévenir des catastrophes humanitaires », a déploré Vital Kamerhe. Le président de l'UNC a, par ailleurs, affirmé avoir été empêché par la police de se rendre à Tara (Territoire de Djugu) où s'est produite la catastrophe.

Alain Diasso

PRISON CENTRALE DE MAKALA

L'état de santé de Franck Diongo très préoccupante

Ses proches sollicitent son évacuation à l'étranger pour des soins appropriés.

L'état de santé du président du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP), l'opposant Franck Diongo, est suffisamment alarmant. Des informations qui concordent affirment que ce député national incarcéré dans la prison centrale de Makala est sérieusement malade depuis quelque temps. Ces sources notent, en effet, qu'il a été admis dans un centre hospitalier de la capitale depuis près d'une semaine déjà. Mais ces dernières continuent de plus en plus à craindre pour l'aggravation de son état de santé. Elles estiment, par ailleurs, qu'il faut l'évacuer à l'étranger en vue de suivre des soins appropriés.

Relevant son titre de député national, son avocat, Me Laurent Onyemba, lance un appel pour son évacuation à l'étranger. « *L'état de santé de l'honorable Franck Diongo est suffisamment alarmant. Et il est regrettable de voir que jusqu'à ce jour, le gouvernement n'a pas pris des dispositions pour l'évacuer. Quand la situation sanitaire se détériore, l'État a l'obligation de la sécuriser. C'est quand même un député national* », a-t-il fait constater sur les ondes de Radio Okapi.

Il est noté que le député national Franck Diongo avait été arrêté en décembre 2016. Les juges de la Cour

suprême de justice l'ont reconnu coupable d'*arrestation arbitraire et de détention illégale aggravée* », par ce qu'il aurait séquestré dans son domicile des éléments de la garde présidentielle et l'ont condamné, le 28 de ce même mois, à cinq ans de servitude pénale principale, à l'issue d'un procès très critiqué par les avocats du député et ses proches. Il a été tiré de force de son lit de l'hôpital Ngaliema, où il a été admis à la



Franck Diongo dans son lit d'hôpital

suite des coups reçus de ceux qui sont venus l'arrêter et qui l'ont gardé pendant quelque temps, avec près de deux dizaines de personnes trouvées chez lui. Mis en prison depuis, son état ne se serait jamais amélioré. Pire, il est devenu plus inquiétant pour ses proches et toutes les personnes qui l'ont vu ces derniers temps. C'est donc cette aggravation de sa

situation sanitaire qui a conduit à son internement dans le centre de santé de la capitale précité.

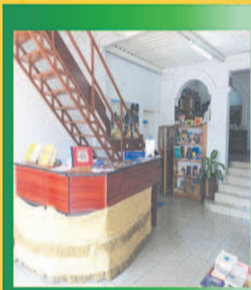



Dernièrement, ses avocats ont dénoncé le refus, par la direction de la prison centrale de Makala, de permettre à ce député incarcéré de se faire enrôler, alors que d'autres « *prisonniers politiques* » ont pu avoir leurs cartes d'électeur. « *Cette condamnation ne lui avait pas dénié ses droits civiques et poli-*

tiques », ont-ils fait savoir, notant que ces faits prouvaient à suffisance que sa condamnation était politique. Plus récemment encore, il lui avait été interdit le droit de visite de telle sorte que ses collègues députés et ses amis politiques qui ont tenté de lui rendre visite n'ont pas eu accès à lui.


Lucien Dianzenza

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.


Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



FICHER ÉLECTORAL

Le cap de 40 millions d'inscrits déjà franchi

Près de quarante millions d'électeurs se sont inscrits sur les listes électorales depuis juillet 2016, à en croire la centrale électorale.

Alors que les opérations d'identification et d'enregistrement des électeurs sont en passe de se clôturer à Kinshasa - probablement d'ici le 26 août -, la centrale électorale est heureuse d'informer l'opinion tant nationale qu'internationale qu'elle a déjà atteint près de quarante millions d'électeurs inscrits. C'est le président de la Ceni, Corneille Naanga, qui a annoncé cette nouvelle à l'issue de l'entretien qu'il a eu le 23 août avec le président du Conseil national de suivi de l'accord (CNSA), Joseph Olenghankoy. Un record pour cette institution d'appui à la démocratie qui a tablé sur quarante-deux millions d'électeurs au départ. C'est dire qu'elle se rapproche de l'objectif en atteignant le seuil de quarante millions d'électeurs, soit 95 % du taux réalisé.

Lancée depuis le 27 mai dernier, l'actualisation du fichier électoral avait atteint sa vitesse de croisière en juillet à grand renfort d'une campagne de sensibilisation menée avec les partis politiques en synergie avec des leaders sociaux. En témoigne l'engouement constaté dans les divers centres d'inscription disséminés à travers la Répu-



Dans un centre d'inscription d'électeurs à Kinshasa

blique. De quoi réjouir le chef de la diplomatie congolaise, She Okitundu, qui met cette performance sur le compte des efforts fournis par le gouvernement.

Ce dernier, a-t-il expliqué le 23 août au Conseil paix et sécurité de l'Union africaine, « *pourvoit seul aux différentes dépenses y relatives dans un contexte*

du marasme socio-économique pour un montant estimé à 400 millions de dollars américains ». Seul 6% du montant, a-t-il ajouté, est financé par les partenaires sur une somme de 123 millions de dollars américains prévus, pour la tranche de 2017-2019, dans le panier de fonds multipartenaires pour le

projet d'appui au cycle électoral au Congo (Parec).

Il ne reste plus qu'à la Ceni d'amorcer le dernier virage. Celui-ci consiste en l'enrôlement dans les provinces du Kasai et Kasai-Central ainsi que dans les deux territoires de Lwilu et Kamiji. La fin du processus d'enrôlement des électeurs à

Kinshasa devrait en principe coïncider avec la publication du calendrier électoral selon la promesse faite par Corneille Naanga qui l'avait envisagé d'ici fin août. Une promesse qui ne sera pas tenue dès lors qu'au Kasai, l'enrôlement des électeurs est en passe de débiter.

Alain Diasso

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adlac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

Ed, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



NOUVEAU GOUVERNEMENT

35 ministres contre 38 dans l'équipe sortante

Décret no 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, Vu la Constitution ;
Vu le décret n°2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du premier ministre, chef du Gouvernement ;
Sur proposition du premier ministre, chef du Gouvernement.

DECRETE :

Article premier : Sont nommés membres du Gouvernement :

1. Vice-Premier Ministre, chargé de la fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale :

M. Firmin AYESA

2. Ministre d'Etat, ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche :

M. Henri DJOMBO

3. Ministre d'Etat, ministre de l'économie, de l'industrie et du portefeuille public :

M. Gilbert ONDONGO

4. Ministre d'Etat, ministre du commerce, des approvisionnements et de la consommation :

M. Alphonse Claude NSILOU

5. Ministre de l'intérieur et de la décentralisation :

M. Raymond Zéphirin MBOULOU

6. Ministre des mines et de la géologie :

M. Pierre OBA

7. Ministre de l'aménagement, de l'équipement du territoire, des grands travaux :

M. Jean-Jacques BOUYA

8. Ministre des hydrocarbures :

M. Jean-Marc THYSTERE TCHICAYA

9. Ministre des affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger :

M. Jean-Claude GAKOSSO

10. Ministre de la défense nationale :

M. Charles Richard MONDJO

11. Ministre des finances et du budget :

M. Calixte GANONGO

12. Ministre de la communication et des médias, porte-parole du Gouvernement :

M. Thierry MOUNGALLA

13. Ministre de l'enseignement supérieur :

M. Bruno Jean-Richard ITOUA

14. Ministre de l'équipement et de l'entretien routier :

M. Emile OUOSSO

15. Ministre de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation :

M. Anatole Collinet MAKOSSO

16. Ministre de la justice et des droits humains et de la promotion des peuples autochtones :

M. Ange Aimé BININGA

17. Ministre des petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel :

Mme Yvonne Adelaïde MOUGANY

18. Ministre de l'énergie et de l'hydraulique :

M. Serge Blaise ZONIABA

19. Ministre des affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le Parlement :

M. Pierre MABIALA

20. Ministre des zones économiques spéciales :

M. Gilbert MOKOKI

21. Ministre de l'enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi :

M. Nicéphore Antoine Thomas FYLLA SAINT-EUDES

22. Ministre de la construction, de l'urbanisme et de l'habitat :

M. Josué Rodrigue NGOUONIMBA

23. Ministre de l'économie forestière :

Mme Rosalie MATONDO

24. Ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande :

M. Fidèle DIMOU

25. Ministre de la santé et de la population :

Mme Jacqueline Lydia MIKOLU

26. Ministre de la recherche scientifique et de l'innovation technologique :

M. Martin Parfait Aimé COUSSOUD- MAVOUNGOU

27. Ministre du plan, de la statistique et de l'intégration régionale :

Mme Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS

28. Ministre des postes, des télécommunications et de l'économie numérique :

M. Léon Juste IBOMBO

29. Ministre du tourisme et de l'environnement :

Mme Arlette SOUDAN NONAULT

30. Ministre des sports et de l'éducation physique :

M. Hugues NGOUELONDELE

31. Ministre des affaires sociales et de l'action humanitaire :

Mme Antoinette DINGA DZONDO

32. Ministre de la promotion de la femme, et de l'intégration de la femme au développement :

Mme Inès Nefer Bertille INGANI

33. Ministre de la jeunesse et de l'éducation civique :

Mme Destinée Hermella DOUKAGA

34. Ministre de la culture et des arts :

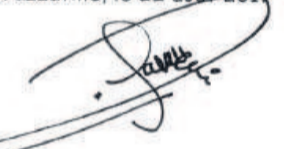
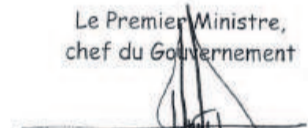
M. Dieudonné MOYONGO

35. Ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, chargé de la décentralisation :

M. Charles NGANFOUOMO

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 22 août 2017


Denis SASSOU-N'GUESSO
Par le Président de la République
Le Premier Ministre,
chef du Gouvernement

Clément MOUAMBA

Eco-Oil fait don de packs d'huile à la miss indépendance 2017

La société Eco-Oil énergie a récemment remis à Brazzaville, une dizaine de packs d'huile à la miss indépendance 2017 Natanaelle Christie Massa Elinga, ainsi qu'aux dauphines Christianie Andrea Nephtalie Lemvo et Soleya Boukono.

« Ces produits made in Congo et qui devront faire partie de votre consommation quotidienne, constituent la route du succès de la cuisine congolaise. Aujourd'hui, point n'est plus besoin d'aller ailleurs, vous devez consommer des produits du pays. On ne peut pas développer le pays si nous continuons à consommer des produits importés qui ne sont pas les nôtres. Ces produits vont être les vôtres et en même temps, ils vont être dans vos familles, dans vos mets de tous les jours », a déclaré Justin Magloire Nzoloufoua, directeur commercial et marketing d'Eco-Oil.



L'équipe d'Eco-Oil énergie posant avec les lauréates à l'issue de la remise des cadeaux/Adiac

La cérémonie de remise de ce don de packs d'huile s'est déroulée au siège du comité Miss Indépendance. Après avoir réceptionné le don, la miss indépendance 2017

a salué le geste d'Eco-Oil. « Nous vous remercions pour ces cadeaux. Je dirai à ma maman, à mes tantes et à mes sœurs d'utiliser l'huile de chez nous. C'est

vraiment très important. Nous avons le devoir de donner de la valeur aux choses qui sont produites au Congo », a indiqué Natanaelle Christie Massa Elinga.

La onzième édition de l'élection Miss Indépendance a été organisée le 13 août dernier dans la capitale par l'association "Lumières d'Afrique" que dirige Ferréol Constant Patrick Gassakys. Elle a regroupé vingt-deux filles résidant à Brazzaville. Ce don d'Eco-Oil est en fait une promesse faite lors de ce concours de beauté.

Notons que la miss indépendance 2017 et ses deux dauphines se sont rendues à Owando dans le département de la Cuvette où se déroule la cinquième édition de la colonie des vacances, organisée par le ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique.

Bruno Okokana